



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
3, 4 et 5 juillet 2015 **3, 4 and 5 July 2015**

ET SI LE TRAVAIL ÉTAIT LA SOLUTION ?

WHAT IF WORK WERE THE KEY?

Programme au 04 juillet 2015

Program as of July 04 2015



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 3, 4 et 5 juillet 2015 3, 4 and 5 July 2015

Et si le travail était la solution ?

Le travail est tel un kaléidoscope au cœur de nos sociétés. Libération du travail, robotisation, accomplissement personnel, équilibre macro-économique sont parmi les entrées d'un sujet qui passionne depuis toujours économistes, historiens, philosophes, sociologues et politologues. Dans certains pays, les règles du travail sont celles du vivre ensemble. Dans d'autres, la guerre, la pauvreté et la nécessité de travailler poussent des milliers de gens vers les portes de l'Europe où se joue un drame humain sans précédent. En politique, les résultats sur le front de l'emploi font et défont les élections dans un contexte de défiance généralisée. La technologie bouleverse tout et remet en cause des formes d'organisation établies depuis des décennies tandis que surgit le fameux débat sur la « stagnation séculaire ». Se pose ainsi la question de la qualité des emplois créés et de la polarisation entre emplois hautement et peu qualifiés.

Plus particulièrement le débat français sur le travail, son coût, code et contrat, doit intégrer toutes ces réflexions car il s'agit d'inventer le modèle social du XXIème siècle.

Pendant trois jours, 220 intervenants de tous horizons venus de 30 pays vont parler de la richesse que constitue le travail. Le vendredi posera le cadre général des réflexions des trois jours. Le samedi englobera le sujet par thématiques précises autour de quatre parcours. Le dimanche traitera des débats politiques français, européens et mondiaux. Le Cercle des économistes conclura les Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence par sa déclaration finale.

What if Work were the Key?

The employment landscape is constantly shifting and changing. The deregulation of employment law, robotic automation, personal achievement and macroeconomic balance are all aspects of a subject that has fascinated economists, historians, philosophers, sociologists and political scientists since time immemorial. In some countries, employment law stems from the needs of society. In others, war, poverty and the need to work are driving thousands of people to seek entry into Europe. In the current climate of political distrust, a party's performance on the employment front can make or break its election chances. Technology is changing our lives and disrupting decades-old patterns of organisation, while the famous debate on "secular stagnation" continues to grow. This has raised the question of the quality of new jobs, and of the polarisation between high-skilled jobs and low-skilled jobs.

The French debate on employment, employment costs, labour law and contracts must take all of these factors into consideration, bearing in mind that the ultimate goal is to create a new social model for the 21st century.

For three days, 220 people from 30 different countries and a wide diversity of backgrounds will talk about employment as a source of wealth and opportunity. On Friday, the general framework of the three-day meeting will be established. On Saturday, a number of specific, employment-related topics will be addressed. On Sunday, the focus will be on the political debates in France, Europe and the rest of the world. The Cercle des Economistes will then make a concluding statement to bring the Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence to a close.

Document interactif - Cliquez sur les sessions

Vendredi 3 juillet

9h45	Sessions étudiants Imaginez votre travail demain !	
12h		
13h30	Accueil par Jean-Hervé Lorenzi et remise du prix «La Parole aux Etudiants»	
14h	Session inaugurale Le travail, destin des Hommes	
15h	Session 1 Le plein emploi, une utopie ?	Session 2 Le travail face aux chocs démographiques et technologiques
16h30	Session 3 La révolution du travail crée-t-elle le progrès social ?	Session 4 Les chassés-croisés du travail
18h	Débat 1 Le travail dans les crises	
18h45		

Samedi 4 juillet

8h	Débat 2 Demain tous créateurs !			
	Parcours 1 Accompagner les bouleversements technologiques	Parcours 2 Comment faire émerger les talents ?	Parcours 3 Comment redéfinir le marché du travail ?	Parcours 4 La révolution du travailleur
8h55	Session 5 Quelles ruptures technologiques au XXI ^e siècle ?	Session 9 Comment éduquer nos enfants aux défis de demain ?	Session 13 Le marché du travail en est-il vraiment un ?	Session 17 Faut-il avoir peur pour nos emplois ?
10h05	Débat 3 Travail et mondialisation			
10h35	Session 6 Remettre la finance au service du travail et de l'innovation	Session 10 Réconcilier formations et offres de travail ?	Session 14 Vers un emploi durable	Session 18 S'épanouir au travail
11h45	Débat 4 Comment rémunérer capital et travail au XXI ^e siècle ?			
12h40				
15h	Débat 5 Libérer le travail, espoirs et contraintes			
15h55	Session 7 Quel éco-système pour l'innovation ?	Session 11 Un travailleur, plusieurs carrières	Session 15 Combien de temps travaillerons-nous ?	Session 19 Quelle place pour les alternatives au salariat ?
17h05	Session 8 La start-up a-t-elle le monopole de l'innovation ?	Session 12 Public ou privé pour financer les talents ?	Session 16 Quel est le code du travail idéal ?	Session 20 À quoi ressemblera l'entreprise de demain ?
18h15				

Dimanche 5 juillet

8h	Débat 6 Comment parler du travail en France ?
8h30	Session 21 L'Europe a-t-elle tourné le dos au travail ?
9h30	Session 22 Emploi : nouveaux acteurs, nouveaux instruments.
10h30	Session 23 Les défis politiques du travail
11h30	Session 24 Le travail, richesse du monde
12h30	Conclusion et déclaration finale
13h	



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

3, 4 et 5 juillet 2015

3, 4 and 5 July 2015

Interactive Document - Click on sessions

Friday July 3

9:45 am	Students' sessions Imagine your work of tomorrow!	
12:00 am		
1:30 pm	Welcome Address by Jean-Hervé Lorenzi and Awarding of the prizes of «La Parole aux Etudiants»	
2:00 pm	Opening session Work, the Destiny of Humanity	
3:00 pm	Session 1 Is Full Employment a Utopian Dream?	Session 2 Work in the face of Demographic and Technological Shocks
4:30 pm	Session 3 Has the Working Revolution Created Social Progress?	Session 4 The Constant to-and-fro of Work
6:00 pm	Debate 1 Work in the Economic Crisis	
6:45 pm		

Saturday July 4

8:00am	Debate 2 Tomorrow all Creatives!			
	Path 1 How to Navigate Technological Revolutions	Path 2 How to Discover New Talents?	Path 3 How to Redefine the Labour Market?	Path 4 The Worker's Revolution
8:55 am	Session 5 The Technological Disruptions of the 21st Century	Session 9 How to Train our Children for Future Challenges?	Session 13 Is the Labour Market actually a Market?	Session 17 Should we Fear for our Jobs?
10:05 am	Debate 3 Work and Globalization			
10:35 am	Session 6 Getting Finance to serving Work and Innovation again	Session 10 How to Align Trainings with Job Offers?	Session 14 Towards Sustainable Employment	Session 18 Fulfilment at Work
11:45 am	Debate 4 How to Reward Capital and Labour in the 21st Century?			
12:40 pm				
3:00 pm	Debate 5 Freeing up Work, Hopes and Constraints			
3:55 pm	Session 7 What Ecosystem is Right for Innovation?	Session 11 The Multi-Career Worker	Session 15 How Long will we be Working?	Session 19 Where do the Alternatives to Wage-earning fit in?
5:05 pm	Session 8 Do Startups have the Monopoly of Innovation?	Session 12 Funding Talent : Public or Private?	Session 16 What is the Ideal Labour Code?	Session 20 What will the Company of the Future look like?
6:15 pm				

Sunday July 5

8:00 am	Debate 6 How to Deal with Work in France?
8:30 am	Session 21 Has Europe Turned its Back on Work?
9:30 am	Session 22 Employment: New Players, New Tools
10:30 am	Session 23 The Political Challenges of Work
11:30 am	Session 24 Work as the Wealth of the World
12:30 pm	Concluding Remark and Final Statement
1:00 pm	

Pour la troisième année consécutive, le Cercle des économistes invite 100 étudiants aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Âgés de 18 à 28 ans, issus de toutes formations, les étudiants seront sélectionnés dans le cadre du concours « La parole aux étudiants » avec cette année pour thème « Imaginez votre travail demain », sous la forme d'un texte original avec force de proposition pour l'avenir. Les 5 lauréats seront choisis par un jury présidé par Erik Orsenna et recevront le Prix « La parole aux étudiants ». Les étudiants organisent les quatre sessions du vendredi matin en écho aux thèmes qu'ils ont choisis dans leurs contributions et à ceux du programme des Rencontres. Ces sessions visent à recueillir leurs idées, connaître leurs attentes pour les années à venir et à leur donner l'occasion de débattre avec des experts venus du monde entier pour participer aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Les lauréats interviendront également tout au long des sessions du week-end, pour poser leurs questions aux intervenants.

LA
PAROLE
AUX ETUDIANTS

Imaginez
votre
travail
demain !

For the third time round, Le Cercle des économistes is inviting 100 students to take part in Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Aged 18 to 28 and with a variety of academic backgrounds, the students will participate in the contest “La parole aux étudiants” and write a paper on the subject “Imagine your Work of Tomorrow” with a prerequisite of proposals for the future.

The five winners will be chosen by a jury chaired by Erik Orsenna and will be awarded the prize “La parole aux étudiants”. The students are in charge of the Friday morning sessions whose topics will arise from their contributions. The purpose of these sessions is also to collect their ideas, find out about their expectations for the years to come and give them the opportunity to debate with experts from all over the world. The students are also expected to take part in the week-end sessions and will be given a chance to ask their questions to the speakers of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

13h30 - 14h00

Amphi Portalis

Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence et remise du prix «La Parole aux Etudiants»

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

14h - 15h

Amphi Portalis

Session inaugurale
Le travail, destin des Hommes

Après avoir consacré les Rencontres Économiques 2014 à l'Investissement, le Cercle des économistes a choisi pour thème en 2015, le travail. Certains y verront à l'œuvre l'esprit de symétrie cher aux économistes, capital et travail formant naturellement ce qu'ils appellent les deux « facteurs de production ». Mais ce rapprochement est trompeur car en réduisant le travail à un facteur de production, on resterait, à nos yeux, très loin du compte. Bien sûr le travail a un coût et il faudra dans nos débats s'expliquer précisément sur cet aspect qui fait polémique ; mais le travail c'est avant tout une valeur sociale fondamentale. Bien sûr il y a un marché du travail, c'est un marché réglementé dont il faudra analyser et critiquer le fonctionnement ; mais en même temps, le travail n'est pas réductible à une marchandise. Il ne faut donc pas se tromper : il n'y a rien qui soit plus étranger à « l'économie pure » que le travail. La religion ne jouant plus le rôle directeur qui a longtemps été le sien, le travail – et son absence éventuelle en période de chômage de masse – est ce qui structure fondamentalement la vie de la société en général et celle de chacun en particulier. C'est pourquoi, pour déceler ce que nous réserve le travail au XXI^e siècle, ces rencontres devront plus qu'habituellement faire appel aux ressources de toutes les sciences de l'homme et de la société : les institutions qui encadrent le monde du travail, c'est le produit de l'histoire et le domaine des sciences politiques ; la division du travail, la solidarité qui en résulte, l'anomie qui peut en découler, sont par excellence le territoire de la sociologie ; la protection des travailleurs, c'est le domaine du droit ; le malaise dans le travail, c'est celui de la psychologie voire de la psychanalyse et pour réfléchir au sens du travail, il faut sans doute faire appel aux philosophes, voire aux théologiens. Conformément à la tradition des Rencontres, la première session a pour objectif de brosser le cadre le plus large de nos échanges ; en abordant la question du travail, il n'y a pas de doute, l'horizon est vaste...

Intervenants :

Esther DUFLO (MIT)

Anthony GIDDENS (London School of Economics)

Macky SALL (Président de la République, Sénégal)

Coordination : **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

1:30 pm - 2:00 pm

Amphi Portalis

Opening of the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence and Awarding of the prizes of «La Parole aux Etudiants»

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

2:00 pm - 3:00 pm

Amphi Portalis

Opening Session
Work, the Destiny of Humanity

After discussing about investment during *Les Rencontres Économiques 2014*, Le Cercle des économistes has decided to focus on work in 2015. Some may interpret this choice as a quest for the economist's coveted symmetry, since capital and labour are naturally cast as what they call the two « factors of production. » But it is misleading to conflate the two because we believe that by demoting labour to a mere factor of production, we would remain very far off the mark. It goes without saying that labour comes at a price and we will need to be spot on when describing this controversial aspect in our discussions, but work is, first and foremost, a fundamental social value. It also goes without saying that there is a labour market, one that is regulated and whose working needs to be analysed and criticised, but at the same time work cannot be reduced to a commodity. So let us face facts: there is nothing more foreign to « pure economics » than labour. Since religion has lost its long-held seat at the head of the moral table, work – and a lack thereof in times of widespread unemployment – is the very backbone of life in society and for each of us individually. Hence why to decipher what work has in store for us in the 21st century, this conference must step up efforts to gather insight from what all the human and social sciences have to offer: the institutions that shape the labour community, this comes from history and the political sciences; the division of labour, the ensuing solidarity and breakdown of social norms that it can cause – par excellence, that is where sociology comes in; worker protection, that is the domain of law; the general malaise at work, that is a job for psychology and perhaps psychoanalysis; and when mulling over the meaning of work, we most certainly should turn to the philosophers and even the theologians. In the traditional spirit of *Les Rencontres*, the first session aims to paint the broadest stroke for our exchange of ideas. Unquestionably, opening a discussion on work can lead to endless possibilities...

Speakers:

Esther DUFLO (MIT)

Anthony GIDDENS (London School of Economics)

Macky SALL (President of the Republic, Sénégal)

Coordination: **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

15h - 16h30

Amphi Mistral

Session 1 - Le plein emploi, une utopie ?

On peut définir le plein emploi de façon empirique ou de manière plus théorique comme une configuration marquée par l'absence de chômage involontaire (et donc la possibilité d'un chômage volontaire). En fait, il s'agit d'une cible mouvante, différente selon les pays et les périodes. Même si cette cible doit être envisagée de façon pragmatique, elle reste et doit rester le point cardinal de toute politique économique. Le travail reste l'ancrage économique, social et sociétal privilégié. Quelle que soit sa définition, le plein emploi demeure l'objectif le plus partagé – au moins dans les discours pas toujours dans les actes! – et le moins contesté des politiques publiques. Mais comment intégrer la hausse du taux de chômage structurel due aux chocs négatifs ? Comment laisser à nos enfants autre chose que des dettes et du chômage ? Mais surtout, comment renouer avec l'emploi à défaut du plein emploi, condition nécessaire à la sécurité économique individuelle, à l'insertion sociale et à la lutte contre les inégalités devant l'accès à l'emploi ?

Intervenants :

Introduction : Jörg ASMUSSEN (Secrétaire d'Etat, Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Allemagne)

Motoshige ITOH (University of Tokyo)

Éric LABAYE (McKinsey Global Institute)

Gérard MESTRALLET (Engie)

Kako NUBUKPO (Ancien Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques publiques, Togo)

Coordination : Christian de BOISSIEU
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Patricia LOISON
 (France Télévisions)

15h - 16h30

Amphi Portalis

Session 2 - Le travail face aux chocs démographiques et technologiques

En 1930, John Maynard Keynes envisageait pour ses petits-enfants un âge de loisirs et une semaine de travail de quinze heures. Si ses prévisions ne se sont pas réalisées 85 ans plus tard, que peut-on prédire pour nos petits enfants dans 20, 50 ou même 100 ans ?

Certains paramètres, comme la démographie, sont d'ores et déjà prévisibles. Dans les pays occidentaux, progrès médicaux et sociaux ont engendré un allongement de la durée de vie et un vieillissement de la population qui bouleverse le modèle traditionnel du travail tant du côté de l'offre que de la demande.

D'autres sont encore en débat comme le progrès technique. Les nouvelles technologies ont révolutionné le travail et nos sociétés, mais cette troisième révolution industrielle sera-t-elle la dernière ? Sommes-nous au sommet du progrès technique ou au contraire au début d'une nouvelle ère du tout technologique ? Dans ce contexte, poser la question de l'avenir du travail de nos petits-enfants c'est poser la question de leurs besoins futurs, de ceux de 9 milliards d'individus. Comment entreprises et Etats peuvent-ils les anticiper ? Comment éviter les ruptures ? A quoi pouvons-nous nous attendre ?

Intervenants :

Introduction : Andrew McAfee (MIT Sloan School of Management)

Hervé LE BRAS (EHESS)

Laurent MIGNON (Natixis)

David PASSIG (Bar-Ilan University)

Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)

Philippe WAHL (LE GROUPE LA POSTE)

WU Jianmin (Ancien Ambassadeur de Chine en France)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Bénédicte TASSART (RTL)

3:00 pm - 4:30 pm

Amphi Mistral

Session 1 - Is Full Employment a Utopian Dream?

Full employment can be defined empirically or more theoretically as a situation marked by the absence of involuntary unemployment (and therefore the possibility of voluntary unemployment). In fact, it is a moving target, and differs according to the country and the periods. Even if this target must be considered pragmatically, it remains and must remain the cardinal point of any economic policy. Work remains the main economic, social and societal anchor. Whatever its definition, full employment is still the most widely-shared goal -at least according to what is said if not always in the actions taken! and is the least contested of public policies. But how should the increase of structural unemployment due to negative shocks be dealt with? How can we leave our children something other than debts and unemployment? Above all, how can we reconnect with employment if full employment is not possible, a necessary condition for individual economic security, social inclusion and the fight against inequalities in access to employment?

Speakers:

Introduction : Jörg ASMUSSEN (Permanent State Secretary, Federal Ministry of Labour and Social Affairs, Germany)

Motoshige ITOH (University of Tokyo)

Éric LABAYE (McKinsey Global Institute)

Gérard MESTRALLET (Engie)

Kako NUBUKPO (Former Minister of Long term Strategy and Public Policy Evaluation, Togo)

Coordination: Christian de BOISSIEU
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Patricia LOISON
 (France Télévisions)

3:00 pm - 4:30 pm

Amphi Portalis

Session 2 - Work in the Face of Demographic and Technological Shocks

In 1930, John Maynard Keynes looked forward for his grandchildren to an age of leisure and a fifteen-hour working week. If his predictions have not turned out to be true 85 years later, what can we look forward to for our grandchildren in 20, 50 or even 100 years' time?

Some parameters, such as population, are already predictable. In Western countries, medical and social advances have resulted in a lengthening of life spans and an ageing of the population which is disrupting the traditional model of work with respect to both supply and demand.

Others are still debatable such as technical progress. The new technologies have revolutionised work and our societies, but will this third industrial revolution be the last? Are we at the peak of technical progress or on the contrary at the beginning of a new era in which technology rules?

In this context, asking the question of the future of work for our grandchildren is to pose the question about their future needs and of those of 9 billion individuals.

How can firms and States plan ahead? How can we avoid breaks? What can we expect?

Speakers:

Introduction : Andrew McAfee (MIT Sloan School of Management)

Hervé LE BRAS (EHESS)

Laurent MIGNON (Natixis)

David PASSIG (Bar-Ilan University)

Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)

Philippe WAHL (LE GROUPE LA POSTE)

WU Jianmin (Former Ambassador of China to France)

Coordination: Bertrand JACQUILLAT
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Bénédicte TASSART (RTL)

16h30 - 18h

Amphi Mistral

Session 3 - La révolution du travail crée-t-elle le progrès social ?

La troisième révolution industrielle et la digitalisation de nos économies peuvent effrayer. Pourtant, loin d'être un danger pour nos emplois, cette révolution peut-être une formidable chance de promouvoir à la fois l'autonomie au travail des individus et leur cohésion sociale, encore faut-il la saisir. En effet, notre rapport au travail se modifie en profondeur : les parcours professionnels ne sont plus aussi linéaires, aussi figés, les cadres du travail évoluent et ces transformations dans la nature même du travail nous amènent naturellement à devoir repenser le modèle social dans lequel il s'intègre.

Dans quelle mesure la polarisation de l'emploi et des salaires impacte-t-elle notre capacité à « faire société » ? Quel système de protection pour ces nouveaux travailleurs ? Comment redéfinir les liens de solidarité entre insiders et outsiders ? Quel rôle l'Etat doit-il jouer dans cette redistribution des cartes et quels sont les différents modèles ?

Intervenants :

Introduction : Catherine L. MANN (OCDE)
 Nicolas COLIN (TheFamily)
 Georges PLASSAT (Groupe Carrefour)
 ZENG Xiangquan (Renmin University of China)

Coordination : Yann ALGAN

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Henri GIBIER (Les Echos)

16h30 - 18h

Amphi Portalis

Session 4 - Les chassés croisés du travail

Dans leur grande majorité, les hommes ne sont pas des nomades. Mais dans le monde du travail d'aujourd'hui, ils ne cessent de franchir les frontières. Ils sont mobiles, ils émigrent, pour s'éduquer, pour investir et créer des entreprises, pour répondre aux stratégies planétaires des firmes qui les emploient, pour offrir leur force de travail face au chômage endémique et à la pauvreté qui frappent leurs pays d'origine. Souvent aussi pour fuir les discriminations ou les guerres. La figure de l'immigré exploité ou du réfugié côtoie ainsi celle de l'étudiant qui internationalise ses compétences ou celle de l'ingénieur ou du chef d'entreprise qui s'expatrie. Les migrations internationales des travailleurs empruntent ainsi de multiples trajectoires : des pays industriels vers les économies émergentes à croissance élevée, des pays les moins avancés vers les économies vieillissantes du Nord de l'Europe, au sein de réseaux structurés comme les diasporas ou par la voie de l'immigration illégale... L'ampleur de ces chassés-croisés du travail induit des effets nombreux mais ambivalents, tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine, qui créent autant d'opportunités que de défis pour les Etats et pour les entreprises.

Intervenants :

Henrik ENDERLEIN (Jacques Delors Institut - Berlin)
Vidar HELGESEN (Ministre chargé des affaires de l'EEE et des relations avec l'UE, Norvège)
Jean-Marie LE GUEN (Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, auprès du Premier ministre, France)
Jaime de MELO (Université de Genève)
AnnaLee SAXENIAN (University of California, Berkeley)
Hubert VÉDRINE (Ancien Ministre des Affaires étrangères, France)

Coordination : André CARTAPANIS

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Elisabeth CHAVELET (Paris Match)

4:30 pm - 6:00 pm

Amphi Mistral

Session 3 - Has the Working Revolution Created Social Progress ?

The third industrial revolution and the digitalisation of our economies can be frightening. Yet far from being a threat to our jobs, this revolution could be a great opportunity to promote both individual job autonomy and social cohesion. We still have to live up to this opportunity. Indeed, our relationship to work has undergone a fundamental shift: careers are no longer linear, professional frameworks are changing and these changes in the nature of work itself naturally lead us to rethink the social model it fits in.

To what extent does the polarization of employment and salaries impact our ability to "make society"? What protection system for these new workers? How to redefine the ties of solidarity between insiders and outsiders? What role should the state play in this redistribution of the cards and what are the different models?

Speakers:

Introduction : Catherine L. MANN (OECD)
 Nicolas COLIN (TheFamily)
 Georges PLASSAT (Carrefour Group)
 ZENG Xiangquan (Renmin University of China)

Coordination : Yann ALGAN

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Henri GIBIER (Les Echos)

4:30 pm - 6:00 pm

Amphi Portalis

Session 4 - The Constant to-and-fro of Work

The vast majority of people are not nomads. But in today's workplace, they are constantly crossing borders, especially our young people. They are mobile, they emigrate, whether to educate themselves, to invest in and create businesses, to fulfil the global strategies of their employers, or to offer up their workforce among rampant unemployment and poverty affecting their home countries. Often, they are also fleeing discrimination or war. The image of the exploited immigrant or refugee stands alongside that of the student gaining an international-level skillset or the expat engineer or business operator. The international migration of workers reflects multiple trajectories: from industrial countries to high-growth emerging economies, from lesser developed countries to the ageing economies of Northern Europe, within structured networks like diasporas or even through illegal immigration. The magnitude of this to-and-fro of work brings about many ambivalent effects, both for host countries and home countries, and creates both opportunities and challenges for governments and businesses.

Speakers:

Henrik ENDERLEIN (Jacques Delors Institut-Berlin)
Vidar HELGESEN (Minister of EEA and EU Affairs at the Ministry of Foreign Affairs, Norway)
Jean-Marie LE GUEN (Minister of State for Relations with Parliament, attached to the Prime Minister, France)
Jaime de MELO (Université de Genève)
AnnaLee SAXENIAN (University of California, Berkeley)
Hubert VÉDRINE (Former Minister of Foreign Affairs, France)

Coordination : André CARTAPANIS

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Elisabeth CHAVELET (Paris Match)

18h - 18h45

Amphi Portalis

Débat 1

Le travail dans les crises

Ne s'agit-il pas ici d'une tautologie ? La crise actuelle est-elle autre chose qu'une crise du travail ? Ce qui paraît évident aujourd'hui c'est que l'on a largement surpondéré la dimension financière de la crise actuelle. S'il s'agissait d'une bulle financière comme en 2000, elle aurait éclaté et nous aurions retrouvé le chemin d'une croissance rapide.

La crise que nous vivons peut plus logiquement être assimilée à une crise de la quantité de travail. Des pays développés en voie de désindustrialisation. Des secteurs entiers en voie de paupérisation. Des régions entières en voie de désertification. Des générations entières en voie d'échec face à l'emploi. Mais la crise actuelle est aussi une crise de la qualité du travail. Des déqualifications massives. Des dysfonctionnements majeurs en matière d'organisation du travail. Un phénomène de plus en plus répandu du mal être au travail. Une précarité qui gagne du terrain chaque jour.

Par bonheur, toute crise est génératrice d'une croissance nouvelle. Le mot « crise » lui-même vient du grec « crisis » qui signifie « crible », « tamis », au filtre duquel il y a autant – ou plus – de « bons grains » qui passent que de « mauvais » qui sont éliminés.

La crise est ainsi aussi une promesse. Quantitativement, jamais autant de nouveaux métiers n'ont appelé autant de nouvelles formations. Jamais autant de pays dits jadis « sous développés » n'ont aussi vite émergé avec des dizaines de millions d'emplois à la clé. Jamais les nouvelles technologies n'ont été aussi créatrices d'emplois. Qualitativement, jamais les passerelles n'ont été aussi nombreuses entre qualifications comparables. Jamais les possibilités de promotions professionnelles n'ont été aussi multiples. Jamais les nouvelles technologies n'ont offert autant de possibilités d'emploi adaptées aux contraintes du monde « moderne ».

Ne cédon pas pour autant à l'irénisme. Au moins quatre débats restent à instruire : celui du prix du travail ; celui de la précarité ; celui des politiques de l'emploi et celui du bien être au travail. Un crible ou un tamis ne remplit sa fonction que si ses grilles sont calibrées et ordonnées.

Intervenants :

Jean-Louis BORLOO (Energies pour l'Afrique)

Bruno LAFONT (Lafarge)

Guillaume PEPY (Groupe SNCF)

Stéphane RICHARD (Orange)

Guy RYDER (Organisation internationale du Travail)

Coordination : **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

6:00 pm - 6:45 pm

Amphi Portalis

Debate 1

Work in the Economic Crisis

Isn't that a tautology? Is the current crisis something greater than a labour crisis? What seems clear today is that we, collectively, have largely overweighted the financial dimension of this crisis. If this were a financial bubble, like in 2000, the bubble would have burst, and we would be back on the path toward fast growth.

This is not the case. The crisis we are experiencing can more logically be likened to a labour crisis. A crisis concerning the quantity of work. Developed countries being deindustrialised. Entire sectors being impoverished. Entire regions undergoing desertification. Entire generations facing unemployment. But today's crisis is also a crisis concerning the quality of work. Massive disqualifications. Major dysfunctions in how work is organised. An increasingly widespread phenomenon of labour-related discontent. An instability that is gaining ground every day.

Fortunately, all crises generate new growth. The word « crisis » itself comes from the Greek « crisis », which means « sieve » or « sifter », a filter from which there are as many – or more – « good seeds » that pass through as there are « bad » ones eliminated.

The crisis is thus also a promise for the Labour factor. Quantitatively, never have so many new trades called for new training. Never have so many once « underdeveloped » countries emerged with tens of millions of jobs in tow. Never have new technologies created jobs. Qualitatively, never have there been so many bridges between comparable qualifications. Never has there been so many professional promotions. Never have new technologies offered so many opportunities for work, adapted to the constraints of the « modern » world.

Many instructive discussions lie between us and our way out of the crisis. At least four of them seem major: the price of labour, instability, labour policies, and workplace wellness. A sieve or sifter works only if its mesh is calibrated and clean.

Speakers:

Jean-Louis BORLOO (Energies pour l'Afrique)

Bruno LAFONT (Lafarge)

Guillaume PEPY (SNCF group)

Stéphane RICHARD (Orange)

Guy RYDER (International Labour Organization)

Coordination : **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

8h - 8h55

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 2

Demain, tous créateurs !

Intervenants :

Jacques ATTALI (PlaNNet Finance)

Clara GAYMARD (GE France)

Erik ORSENNA (Académie française)

Navi RADJOU (Auteur)

Coordination : Hélène REY (Le Cercle des économistes)

Modération : François LENGLET (France Télévisions)

10h05 - 10h35

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 3

Travail et mondialisation

Intervenants :

Carlos GHOSN (Renault-Nissan Alliance)

Pascal LAMY (Ancien Directeur général, OMC)

Modération : Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

8:00 am - 8:55 am

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 2

Tomorrow all Creatives!

Speakers :

Jacques ATTALI (PlaNNet Finance)

Clara GAYMARD (GE France)

Erik ORSENNA (Académie française)

Navi RADJOU (Author)

Coordination : Hélène REY (Le Cercle des économistes)

Moderation : François LENGLET (France Télévisions)

10:05 am - 10:35 am

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 3

Work and Globalization

Speakers:

Carlos GHOSN (Renault-Nissan Alliance)

Pascal LAMY (Former Director-General, WTO)

Moderation : Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

11h45 - 12h40

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 4

Comment rémunérer capital et travail au XXI^e siècle ?

Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital est relativement stable en France comme aux États-Unis sur une longue période. Cependant, comme l'ont montré diverses analyses empiriques récentes, cette stabilité d'ensemble cache en réalité des évolutions importantes pour chacun de ces deux facteurs de production. Au sein de la rémunération du travail, les hautes rémunérations accaparent une part croissante de la valeur ajoutée. À l'autre bout de l'échelle, le salaire minimum a, certes, joué son rôle pour limiter l'augmentation des inégalités, mais cette observation est trompeuse si le salaire minimum exclut de l'emploi une partie de la population active – essentiellement les jeunes peu qualifiés – qui, par construction, ne participe pas à la création de valeur et n'en reçoit les fruits qu'indirectement, par le biais des transferts sociaux. Pour ceux qui ont un emploi, la hausse tendancielle des prélèvements obligatoires sur le travail en France a entraîné une certaine déconnexion entre la part stable de la rémunération du travail et le ressenti des salariés en matière de pouvoir d'achat.

Par ailleurs, les transformations de l'économie amènent à se poser plusieurs questions sur le partage de la valeur ajoutée. D'abord, le développement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise tend à déformer le partage du risque entre travail et capital, tandis que pour les entrepreneurs de la nouvelle économie, la distinction entre rémunération du travail et du capital est obsolète. Ensuite, la montée en puissance du capital immatériel et de la rémunération de la propriété intellectuelle pose de nouveaux problèmes de partage de la valeur ajoutée : les détenteurs de la propriété intellectuelle (ou des données) s'accaparent une part croissante du revenu des ventes par le biais de prix de transfert intra-groupe difficiles à contrôler et ils localisent leur propriété intellectuelle de préférence dans des pays à faible fiscalité, ce qui tend à déformer le partage du revenu final au profit du capital. Enfin, la diffusion des technologies de l'information à l'ensemble de l'économie tend à déformer la structure des emplois en réduisant la proportion d'emplois de qualification intermédiaire au bénéfice des très qualifiés et des peu qualifiés (phénomène type Amazon).

Intervenants :

Jean-Bernard LEVY (EDF)

Stéphane PALLEZ (La Française des Jeux)

Patrick POUYANNÉ (Total)

Coordination : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

Modération : François-Xavier PIETRI (TF1 - LCI)

11:45 pm - 12:40 pm

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 4

How to Reward Capital and Work in the 21st Century?

In France and the United States alike, labour and capital have consistently shared added-value for a considerable amount of time. Yet, as a body of empirical studies have recently showed, beneath this overall stability actually lurk profound shifts within both of these production partners. When it comes to wages, high-level compensation –salaries doled out to CEOs of major corporations– has been representing a larger share of added-value. On the other end of the spectrum lies minimum wage, which has indeed done its part to curb growing inequalities, but this is a false impression if the minimum wage neglects a portion of the working population –primarily young low-skilled workers– which, by design, do not help create any added-value and only indirectly reap its benefits through social welfare programmes. For people who have a job, the rising trend of mandatory withholdings on employment in France has caused a sort of disconnect between the secure portion of wages and the sense employees have of their buying power.

What is more, economic overhauls are leading many to seriously question how added-value is being shared. To begin with, the expansion of employee profit-sharing schemes has a tendency to skew how labour and capital share risk while the distinction between wage-earning and capital for entrepreneurs in the new economy no longer exists. Then, the upsurge of intangible capital and monetary rewards for intellectual property is creating new obstacles to sharing added-value. Those who own intellectual property (or data) are hoarding an increased share of the sales returns through intra-group transfer pricing that is hard to control and they are inclined to keep their intellectual property in low-tax countries, which tends to distort the rationing of final earnings to the benefit of capital. Finally, the structure of jobs is being twisted as information technologies spread throughout the economy because they are shrinking the number of mid-level jobs, which favours high-skilled and low-skilled positions (this is the case at Amazon).

Speakers:

Jean-Bernard LEVY (EDF)

Stéphane PALLEZ (La Française des Jeux)

Patrick POUYANNÉ (Total)

Coordination : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

Moderation : François-Xavier PIETRI (TF1 - LCI)

15h - 15h55

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 5

Libérer le travail, espoirs et contraintes

Le patronat, dans de nombreux pays, demande la flexibilisation du marché du travail: réduction des coûts de licenciement, adaptation rapide de l'emploi et de la durée du travail aux carnets de commande de l'entreprise, ajustement des salaires à la productivité, à la profitabilité...

Il faut comprendre que si elle est mise en place seule, la flexibilisation générerait des coûts économiques majeurs : hausse du chômage, perte de capital humain avec multiplication des passages au chômage, recul des salaires, déformation excessive du partage des revenus en faveur des entreprises.

C'est pour cela qu'il ne faut pas scinder en deux la « flexsécurité » : à la flexibilité doit être associée la sécurité, c'est-à-dire la possibilité pour les salariés qui perdent leur emploi d'en retrouver un autre rapidement. Dans un pays comme la France où les enquêtes montrent de très faibles compétences de la population active, ceci passe nécessairement par la formation ; or on connaît la situation désastreuse du système français de formation professionnelle.

La formation est aussi un des moyens pour sortir du piège « anti-schumpétérien ». Dans beaucoup de pays (France, Italie, Royaume-Uni, Etats-Unis, mais pas en Allemagne), la structure des emplois évolue dans une direction défavorable. Au lieu d'avoir une dynamique « schumpétérienne » où les salariés passent à des emplois plus sophistiqués, demandant des qualifications plus fortes, on a au contraire une dynamique « anti-schumpétérienne » où les emplois sophistiqués détruits (dans l'industrie par exemple) sont remplacés par des emplois en moyenne moins sophistiqués (services à la personne, distribution, loisirs...).

Cette déqualification due à la déformation de la structure des emplois est évidemment une source d'insatisfaction, de pessimisme, et aussi de croissance faible.

Intervenants :

Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain)

Yves PERRIER (Amundi)

François REBSAMEN (Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, France)

Jean-Dominique SENARD (Groupe Michelin)

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Moderation : Olivier GALZI (I-Télé)

3:00 pm - 3:55 pm

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 5

Freeing up Work, Hopes and Constraints

In many countries, employers are demanding more flexibility from the labour market. They want lower downsizing costs, jobs and hours that change quickly to match their company's order books, wages adjusted for productivity and profitability, etc.

There needs to be an understanding that if we only laid the groundwork for flexibility, the resulting economic costs would be considerable. Unemployment would go up, human capital would be lost as unemployment numbers rose, wages would shrink and the wealth gap would be excessive as companies reaped most of the profits.

That is why we cannot split «flexicurity» in half; flexibility and security must go hand in hand. In other words, workers who lose their jobs must be able to find another one quickly. In a country like France where studies show the working population has very low skills, training is the only answer. But the French career training system is in a deplorable state.

Training is also one way of avoiding the so-called anti-Schumpeterian trap. With the exception of Germany, the structure of jobs in many countries like France, Italy, the UK, and the US is taking a turn for the worse. Rather than having a Schumpeterian system where workers move on to better jobs that require more skills, we conversely have an anti-Schumpeterian process whereby high-level jobs have been destroyed (i.e. in industry) and mostly replaced with less demanding jobs (human services, distribution, entertainment, etc.).

This downgrading of skills caused by a distortion of job structure evidently leads to dissatisfaction, negativity and weak growth.

Speakers:

Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain)

Yves PERRIER (Amundi)

François REBSAMEN (Minister of Labour, Employment, Social Dialogue and Training, France)

Jean-Dominique SENARD (Groupe Michelin)

Coordination: Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Moderation : Olivier GALZI (I-Télé)

Parcours 1 - Comment accompagner les bouleversements technologiques ?
8h55 - 10h05

Amphi Zyromski

Session 5 - Quelles ruptures technologiques au XXIème siècle ?

Dans la prochaine décennie, des innovations vont naturellement bouleverser les usages et les marchés et feront disparaître des produits pendant que d'autres verront le jour.

On constate que le numérique arrive largement en tête dans presque toutes les innovations de demain, que ce soit dans la transformation de la nature du travail, la communication des hommes et des objets ou encore les performances accrues des équipements.

La génération des « digital natives » c'est-à-dire actuellement les moins de 35 ans qui sont déjà 2,5 milliards dans le monde, vont sans aucun doute d'emblée adopter ces nouveaux outils qui correspondent à leur mode de pensée.

Il s'agit alors d'un enjeu majeur pour les pays qui veulent (re)trouver la croissance et le plein emploi, mais également un défi.

Intervenants :

Introduction : Cheikh KANTÉ (Port Autonome de Dakar)

Carlo BOZOTTI (STMicroelectronics)

Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ Environnement)

Hirochika INOUE (Kawada Robotics)

Dominique MAILLARD (RTE)

Pierre NANTERME (Accenture)

Philippe VARIN (Le Cercle de l'Industrie)

Coordination : Dominique ROUX

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe MABILLE

(La Tribune)

10h35 - 11h45

Amphi Zyromski

Session 6 - Remettre la finance au service du travail et de l'innovation

Le mirage des RoE à 15-20% de l'industrie financière s'étant dissipé lorsque la crise a révélé que ces derniers étaient finalement peu significatifs, il est temps que les investisseurs cessent de se focaliser sur ce ratio. Ce changement est d'autant plus nécessaire et urgent qu'il cantonne les entreprises à un comportement de maximisation du RoE (et de distribution de dividendes) dans leur stratégie concurrentielle tant nationale qu'internationale. Or les excès de rémunération depuis les années 1990, tant du travail que du capital, ont engendré des effets pervers. Parmi ceux-ci : la captation d'une main d'œuvre très qualifiée au détriment de l'industrie, des stratégies de court terme privilégiant profits et dividendes au détriment de la stabilité de l'emploi, et un financement insuffisant de l'innovation. Dans un contexte de profondes mutations technologiques, les business modèles de l'industrie financière doivent s'adapter : l'émergence de la banque / l'assurance en ligne, celle de nouveaux acteurs dans le processus de financement et le besoin fondamental de prise de risque au service de l'économie réelle, conjugués aux excès d'endettement passés, vont nécessiter une mutation des modèles même de financement des économies.

Intervenants :

Introduction : Brian RICHARDSON (WIZZIT International)

Anthony ATTIA (Euronext Paris)

Bertrand BADRÉ (Banque mondiale)

Yann LE PALLEC (Standard & Poor's)

Ross McINNES (SAFRAN)

Philippe VIDAL (CIC)

Coordination : Catherine LUBOCHINSKY

(Le Cercle des économistes)

Modération : Jean-Pierre ROBIN

(Le Figaro)

15h55 - 17h05

Amphi Zyromski

Session 7 - Quel éco-système pour l'innovation ?

L'innovation renvoie à deux dimensions du changement : l'innovation de processus (mise en œuvre de méthodes nouvelles de production ou de distribution), l'innovation de produits (introduction d'un bien ou d'un service nouveau, améliorations des spécifications techniques, etc.). L'innovation peut aussi concerner la gouvernance des entreprises, leur mode de financement, les modes de commercialisation, l'organisation du travail. Mais aucune innovation ne saurait avoir d'effet significatif en l'absence d'un écosystème qui lui soit favorable. Celui-ci se construit autour du triptyque recherche-université-industrie. Il est tributaire de la disponibilité des compétences et de la capacité d'adaptation des organismes de formation. Cette session tentera d'identifier les principaux éléments constitutifs d'un écosystème favorable à l'innovation ; elle se demandera qui sont les acteurs de cet écosystème (laboratoires de recherche, technopoles, promoteurs des villes intelligentes, incubateurs, FabLabs, etc.), et repèrera ce que sont les exigences d'un écosystème vertueux pour l'univers du travail.

Intervenants :

Introduction : Giovanni DOSI (Scuola Superiore Sant'Anna)

Giuliana BATTISTI (Warwick Business School)

Jean BEUNARDEAU (HSBC France)

Arnaud BURGOT (Ulule)

Jean-Lou CHAMEAU (King Abdullah University of Science and Technology)

Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)

Didier LOMBARD (STMicroelectronics)

Coordination : Françoise BENHAMOU

(Le Cercle des économistes)

Modération : Eric LE BOUCHER

(Les Echos/Slate.fr)

17h05 - 18h15

Amphi Zyromski

Session 8 - La start-up a-t-elle le monopole de l'innovation ?

Les start-ups occupent en permanence l'actualité et elles sont toujours associées à des innovations technologiques, organisationnelles, institutionnelles, financières, le plus souvent appuyées sur l'écosystème socio-médiatique. Auraient-elles acquis un monopole ou au moins un rôle prépondérant dans la dynamique même de l'innovation ? Cette table ronde doit répondre à plusieurs questions :

Est-il possible de mesurer la contribution des start-ups et son évolution dans le phénomène global de l'innovation ? Les start-ups ne modifient-elles pas qualitativement la dynamique de l'innovation ?

Quelles sont les principales catégories d'innovation que l'on trouve dans les start-ups ?

Quels pays d'origine (riches, en développement) ?

Les innovations qu'elles introduisent sont-elles qualitativement différentes : de rupture ?

De responsabilité, d'ouverture ? De communication avec les consommateurs et leurs demandes spécifiques ?

Le phénomène des start-ups et les innovations induites sont-ils de nature à modifier la notion même de travail et son organisation ?

Peut-on en déduire du leap frogging, une accélération du développement ?

Intervenants :

Introduction : Neil GERSHENFELD (MIT)

Senén BARRO (RedEmprendia)

Nicolas COLIN (TheFamily)

Michel COMBES (Alcatel-Lucent)

Fabien CURTO MILLET (Google Inc.)

Patrick HUBERT (Clifford Chance)

Coordination : Jean-Marie CHEVALIER

(Le Cercle des économistes)

Modération : Sabine DELANGLADE

(Les Echos)

Path 1 - How to Navigate Technological Revolutions ?

8:55 am - 10:05 am

Amphi Zyromski

Session 5 - What Technological Disruptions are in Store for the 21st Century?

In the next decade, innovations will naturally disrupt uses and markets and cause some products to disappear while others emerge.

We find that digital technology directly or indirectly fuels nearly all of tomorrow's innovations, whether by transforming how we work, changing how people and objects communicate, or even improving the performance of equipment

The Millennial Generation are digital natives, meaning that those 2.5 billion people under the age of 35 are certain to adopt these new tools that match how they think.

This is a major challenge for countries that want to (re)establish growth and full employment.

Speakers:

Introduction : **Cheikh KANTÉ** (Dakar Port Authority)

Carlo BOZOTTI (STMicroelectronics)
Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ Environnement)
Hirochika INOUE (Kawada Robotics)
Dominique MAILLARD (RTE)
Pierre NANTERME (Accenture)
Philippe VARIN (Le Cercle de l'Industrie)

Coordination: **Dominique ROUX**
(Le Cercle des économistes)

Moderation : **Philippe MABILLE**
(La Tribune)

10:35 am - 11:45 am

Amphi Zyromski

Session 6 - Getting Finance to Serving Work and Innovation Again

In the financial industry, the mirage of RoE at 15-20% vanished when the economic crisis revealed that ultimately these returns were not very significant. It is time for investors to stop focusing on this ratio. This change is all the more necessary and urgent as it forces businesses to maximise their RoE (and the payment of dividends) as part of their competitive strategic approach whether national or international. Yet the excess amounts of remuneration paid since the 1990s both in terms of labour and capital has led to adverse effects. For example, the acquisition of highly skilled labour to the detriment of industry, the implementation of short-term strategies favouring profit and dividends over secure employment and finally insufficient funding for innovation.

In a context of significant technological developments, financial business models must change: the advent of online banking and insurance, the emergence of new players in the financing process and the fundamental need to take risks to develop the real economy combined with the excesses of past debt means that business models - and even how we finance the economy - will have to change.

Speakers:

Introduction : **Brian RICHARDSON** (WIZZIT International)

Anthony ATTIA (Euronext Paris)
Bertrand BADRÉ (World Bank Group)
Yann LE PALLEC (Standard & Poor's)
Ross McINNES (SAFRAN)
Philippe VIDAL (CIC)

Coordination: **Catherine LUBOCHINSKY**
(Le Cercle des économistes)

Moderation : **Jean-Pierre ROBIN**
(Le Figaro)

3:55 pm - 5:05 pm

Amphi Zyromski

Session 7 - What Ecosystem is Right for Innovation?

The term innovation refers to two aspects of change: process innovation (applying new production or distribution methods) and product innovation (introducing a new good or service, improving technical specifications, etc.). Innovation can also involve how companies are governed and financed as well as their methods for marketing and organising work. But no innovation can have any meaningful impact without an ecosystem that is conducive to its existence. This ecosystem is built around three pillars: research, academia and industry. It is reliant on the availability of skills and the capacity of educational institutions to adapt. In this session, we will attempt to name the main substantive factors of this ecosystem conducive to innovation and discuss who are the ecosystem's actors (research laboratories, smart city developers, incubators, FabLabs, etc.). We will also figure out what demands a virtuous ecosystem puts on the labour community.

Speakers:

Introduction : **Giovanni DOSI** (Scuola Superiore Sant'Anna)

Giuliana BATTISTI (Warwick Business School)
Jean BEUNARDEAU (HSBC France)
Arnaud BURGOT (Ulule)
Jean-Lou CHAMEAU (King Abdullah University of Science and Technology)
Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)
Didier LOMBARD (STMicroelectronics)

Coordination: **Françoise BENHAMOU**
(Le Cercle des économistes)

Moderation : **Eric LE BOUCHER**
(Les Echos/Slate.fr)

5:05 pm - 6:15 pm

Amphi Zyromski

Session 8 - Do Startups have the Monopoly of Innovation?

Startups are constantly in the news and always being related to innovations in technology, organisation, institutions and finance almost invariably backed by the social media ecosystem. Have they achieved a monopoly or to some degree taken a leading role in the very forces that move innovation? This round table is tasked with answering several questions:

Is there a way to measure the contribution of startups and how it has changed within the innovation movement as a whole? Are startups not causing a qualitative change in the innovation movement?

What are the main categories of innovation that startups focus on? Which countries do they come from (rich countries, developing countries)?

Are the innovations they create qualitatively different? Are they disruptive, do they address a (social, societal, sustainability) responsibility, openness, interaction with consumers and their specific requirements?

Are the startup movement and the innovations that startups generate capable of changing the very concept of work and how it is organised? Can we infer a leap-frogging effect and accelerated development?

Speakers:

Introduction : **Neil GERSHENFELD** (MIT)

Senén BARRO (RedEmprendia)
Nicolas COLIN (TheFamily)
Michel COMBES (Alcatel-Lucent)
Fabien CURTO MILLET (Google Inc.)
Patrick HUBERT (Clifford Chance)

Coordination: **Jean-Marie CHEVALIER**
(Le Cercle des économistes)

Moderation : **Sabine DELANGLADE**
(Les Echos)

Parcours 2 - Comment faire émerger les talents ?
8h55 - 10h05

Amphi Hegel

Session 9 - Comment éduquer nos enfants aux défis de demain ?

Nous sommes entrés depuis deux décennies dans l'économie de la connaissance qui s'inscrit dans la troisième révolution industrielle.

Cette mutation nous a fait entrer dans un monde hyper-entrepreneurial dans lequel la distinction entre biens et services est en train d'être abolie tandis que la robotisation permettra une flexibilisation exceptionnelle du service rendu au consommateur final. Les forces productives devront donc gagner en flexibilité et interopérabilité grâce à une éducation assise sur une solide formation en sciences dures et sciences sociales. Les logiciels vont jouer un rôle clé dans l'intégration des biens et services. En plus d'une solide base mathématique et physique, faut-il aussi passer par une généralisation du codage pour que les jeunes puissent répondre aux besoins économiques et sociaux des années 2020 et 2030? Faudra-t-il aussi renforcer l'enseignement des sciences sociales qui permettent des ancrages territoriaux et culturels pour rompre avec la monotonie consumériste ? La mutation technique en cours appelle une Renaissance des systèmes d'enseignement en Europe et spécialement en France.

Intervenants :
Introduction : Jean-Paul de GAUDEMAR

(Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France)

Amany ASFOUR (Egyptian Federation of Business and Professional Women)

Bernard GAINNIER (PwC France & Francophone Africa)

Florence NINANE (Allen & Overy)

Kamila SIDOR (Geek Girls Carrots)

François TADDEI (Centre de recherches interdisciplinaires)

Coordination : Christian SAINT-ETIENNE

(Le Cercle des économistes)

Modération : Guillaume GOUBERT

(La Croix)

10h35 - 11h45

Amphi Hegel

Session 10 - Comment réconcilier formations et offres de travail ?

Les évolutions technologiques récentes, et celles à prévoir dans un futur proche, entraînent des changements profonds dans les structures de production : elles sont plus intensives en capital et en compétences, et moins intensives en travail. Elles conduisent à une baisse de la demande de travail peu ou pas qualifié. Ce phénomène n'est pas récent, mais la course de vitesse entre innovation et formation, déjà étudiée par Tinbergen, est accentuée par la rapidité de la diffusion des nouvelles technologies de l'information. Plus que jamais, les emplois d'après demain ne seront pas ceux de demain ; la formation devient un enjeu crucial pour éviter que des populations entières ne soient durablement laissées au bord du chemin de la croissance mondiale. Comment adapter l'offre de formation à ces enjeux ? Comment articuler temps de formation et temps de travail, tout au long de la vie ? Quelles sont les innovations récentes, et celles à prévoir, dans le domaine de la formation initiale et permanente ?

Intervenants :
Liat AARONSON (Interdisciplinary Center Herzliya)

Xavier BERTRAND (Assemblée nationale, France)

Rajaâ CHERKAOUI EL MOURSILI (Université Mohammed V)

Pierre-Antoine GAILLY (Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France)

Olivier KLEIN (BRED Banque populaire)

Nicolas MOREAU (AXA France)

Coordination : Pierre-Yves GEOFFARD

(Le Cercle des économistes)

Modération : Isabelle GOUNIN-LEVY

(LCI)

15h55 - 17h05

Amphi Hegel

Session 11 - Un travailleur, plusieurs carrières

La vie en activité s'allonge. Elle rencontre des opportunités et aussi des accidents, des phases de travail intense et de repos, de formation. Elle peut alterner ou combiner plusieurs statuts. Elle peut également se dérouler dans plusieurs pays. Le dirigeant de la grande entreprise est évidemment international, mais celui de l'ETI aussi tout comme l'étudiant, le créateur ou le repreneur, comme nombre de techniciens spécialisés ou d'agents de maîtrise. Ajoutons qu'un salarié peut-être créateur ou repreneur ou qu'un créateur peut devenir salarié/actionnaire. Les carrières ne sont plus linéaires et c'est un atout. L'entreprise a comme intérêt et responsabilité de permettre ces évolutions, avec les formations et les rémunérations qui vont avec. L'attraction des talents d'un côté, le développement des talents internes de l'autre, sont des aspects décisifs de la compétitivité, avec les financements à préparer pour se développer et les carrières à élaborer. Comment intégrer ces évolutions et ses variétés ? Et donc comment basculer vers le modèle « open talent » ? Comment préparer les « travailleurs » et leurs environnements pour plus de diversité et de souplesse dans un monde changeant et exigeant pour tous les types d'entreprise ?

Intervenants :
Alain DEHAZE (Adecco Group)

Paul KRIEGELSTEINER (Arbeitgeberverband Nordostchemie)

Éric LOMBARD (Generali France)

Vladimir MAU (Russian Presidential Academy of National Economy and Public Administration)

Mónica de ORIOL ICAZA (Grupo Seguriber-Umano)

Martin SCHMUCKER (iversity.org)

Coordination : Jean-Paul BETBEZE

(Le Cercle des économistes)

Modération : Dominique ROUSSET

(France Culture)

17h05 - 18h15

Amphi Hegel

Session 12 - Public ou privé pour financer les talents ?

Avec son projet de « Big Society », David Cameron espère redonner du pouvoir aux communautés locales, responsabiliser les citoyens et permettre à la société civile de se réapproprié certaines politiques sociales. Si certains y voient un désengagement progressif de l'Etat, d'autres y perçoivent une autonomisation de la société qui permettrait l'émergence de nouveaux moyens pour financer des projets, sans augmenter les dépenses publiques. Ce choix politique induit la question du financement de l'émergence des talents : doit-on compter uniquement sur l'appareil public ou faut-il désormais faire de plus en plus appel au secteur privé ? Quels moyens doivent être mis en œuvre pour soutenir la compétitivité internationale des systèmes universitaires et pour financer la formation continue ? Quelles méthodes sont les plus adaptées pour financer les porteurs de projets ? Plusieurs modèles se développent aujourd'hui à travers le monde : des Business Angels anglo-saxons aux partenariats public-privé à la française, en passant par les projets collaboratifs et les succès internationaux du crowdfunding, les sources de financement se diversifient.

Intervenants :
Introduction : Caroline HOXBY (Stanford University)

Jean-Frédéric de LEUSSE (UBS France)

Philippe LAMOUREUX (LEEM)

Valérie PÉCRESE (Assemblée nationale, France)

Sergey SINELNIKOV-MURYLEV (Gaidar Institute for Economic Policy)

François VILLEROY de GALHAU (Mission pour le financement de l'investissement auprès du Premier ministre, France)

Vivienne YEDA (East African Development Bank)

Coordination : Stéphane CARCILLO

(Le Cercle des économistes)

Modération : Olivier POIVRE d'ARVOR

(France Culture)

Path 2 - How to Discover New Talents?

8:55 am - 10:05 am

Amphi Hegel

Session 9 - How to Train our Children for Future Challenges?

We have been in the knowledge economy, i.e the Third Industrial Revolution for twenty years. The technical shift has ushered us into a hyper-entrepreneurial universe where the line between goods and services is blurring into obsolescence, while the automation will make services provided to end-users more flexible than ever before. This means the productive forces will need to be more flexible and interoperable, which implies providing an education based on thorough training in the natural sciences and social sciences. Software programs will play a key role in merging goods and services. Added to a solid foundation in mathematics and physics, should young Europeans acquire high-level proficiency in coding for the economic and social rigours of 2020 and 2030? Do we have to step up education in the social sciences and the humanities in order to predict the desires of global consumers who are looking to break the monotony of consumerism by forming local and cultural foothold? The current technical shift is summoning a Renaissance of education in Europe, especially in France.

Speakers:

Introduction : Jean-Paul de GAUDEMAR (Ministry of National Education, Higher Education and Research, France)

Amany ASFOUR (Egyptian Federation of Business and Professional Women)

Bernard GAINNIER (PwC France & Francophone Africa)

Florence NINANE (Allen & Overy)

Kamila SIDOR (Geek Girls Carrots)

François TADDEI (Center for Research and Interdisciplinarity)

Coordination: Christian SAINT-ETIENNE
(Le Cercle des économistes)

Moderation : Guillaume GOUBERT
(La Croix)

10:35 am - 11:45 am

Amphi Hegel

Session 10 - How to Align Trainings with Job Offers?

Recent technological developments, and those expected in the near future, lead to profound changes in production structures. They require more capital and skill, and less labour. They bring about a decline in the demand for unskilled or low-skilled labour. This is not a recent phenomenon, but the escalation from innovation to learning, which has already been studied by Tinbergen, is fuelled by the speed at which new information technologies emerge. More than ever, the jobs beyond tomorrow will not be the same as the jobs of tomorrow. Training has become crucial to prevent entire populations from being forever cast aside in global growth. How can training be adapted to these challenges? How should training time and work time be structured throughout life? What are recent and upcoming innovations in initial and ongoing training?

Speakers:

Liat AARONSON (Interdisciplinary Center Herzliya)

Xavier BERTRAND (Assemblée nationale, France)

Rajaâ CHERKAOUI EL MOURSLI (Mohammed V University)

Pierre-Antoine GAILLY (Paris Île-de-France Regional Chamber of Commerce and Industry)

Olivier KLEIN (BRED Banque Populaire)

Nicolas MOREAU (AXA France)

Coordination: Pierre-Yves GEOFFARD
(Le Cercle des économistes)

Moderation : Isabelle GOUNIN-LEVY
(LCI)

3:55 pm - 5:05 pm

Amphi Hegel

Session 11 - The Multi-Career Worker

We know that our working lives are getting longer. There are opportunities and mishaps, periods of intense activity and downtime or training, they can span several countries. Our careers can alternate between or overlap titles like employee, shareholder, executive director and board member. High-profile CEO is inevitably international, but so are directors of a mid-cap company, students, business creators and buyers as well as lots of specialised technicians and front-line supervisors. We should add that employees can be creators or buyers or a creator can become an employee/shareholder. Companies have an interest and a responsibility in allowing these changes to happen, along with the inevitable training required and the diverse range of pay-package formats that are implied. The gamut that spans attracting talent to developing it on the inside is a determining factor of competitiveness, along with the funding needed for expansion and the careers to develop. How to incorporate these changes and their variations to go as far as the so-called Open Talent model? How to prepare "workers" and their environment to allow more diversity and agility in a world that changes faster and demands more no matter how large or small your company is?

Speakers:

Alain DEHAZE (Adecco Group)

Paul KRIEGELSTEINER (Arbeitgeberverband Nordostchemie)

Éric LOMBARD (Generali France)

Vladimir MAU (Russian Presidential Academy of National Economy and Public Administration)

Mónica de ORIOL ICAZA (Grupo Seguriber-Umano)

Martin SCHMUCKER (iversity.org)

Coordination: Jean-Paul BETBEZE
(Le Cercle des économistes)

Moderation : Dominique ROUSSET
(France Culture)

5:05 pm - 6:15 pm

Amphi Hegel

Session 12 - Funding Talent: Public or Private?

With his «Big Society» project, David Cameron hoped to restore power to local communities, empowering citizens and enabling civil society to re-appropriate certain social policies. Although some people see this as a gradual disengagement of the State, others see in it an empowerment of society that would allow the emergence of new ways of financing projects, without increasing public spending. This political choice leads to the question of financing the emergence of talent: must we rely only on the public system or should we now increasingly call on the private sector? What means must be implemented to support the international competitiveness of university systems and to finance continuing vocational training? What methods are the most appropriate for financing project sponsors? Several models are developing around the world today: from Anglo-Saxon Business Angels to French-style public-private partnerships, taking in collaborative projects and the international successes of crowdfunding on the way, funding sources are diversifying.

Speakers:

Introduction : Caroline HOXBY (Stanford University)

Jean-Frédéric de LEUSSE (UBS France)

Philippe LAMOUREUX (LEEM)

Valérie PÉCRESE (Assemblée nationale, France)

Sergey SINELNIKOV-MURYLEV (Gaidar Institute for Economic Policy)

François VILLEROY de GALHAU (Prime Minister's Assignment, Task force on investment financing of businesses in France and in Europe, France)

Vivienne YEDA (East African Development Bank)

Coordination: Stéphane CARCILLO
(Le Cercle des économistes)

Moderation : Olivier POIVRE d'ARVOR
(France Culture)

Parcours 3 - Comment redéfinir le marché du travail ?

8h55 - 10h05

Amphi Bruno Etienne

Session 13 - Le marché du travail est-il vraiment un marché ?

L'expression de marché du travail n'est évidemment qu'une facilité de langage, parfois trompeuse. Car il existe une diversité de marchés pour des qualifications distinctes. Ensuite parce que l'allocation et la valorisation de ces compétences se fait pour partie au sein de l'entreprise selon des procédures qui ne ressemblent guère à des mécanismes de marché. Enfin parce que la détermination des conditions d'emploi et des salaires s'opère par des réglementations et des négociations à des niveaux plus ou moins centralisés. Or, l'efficacité et la stabilité des économies dépendent du poids des institutions et des jeux de marchés dans la formation des niveaux d'emplois et de rémunérations. De fortes contraintes institutionnelles freinent la mobilité du travail et entretiennent un dualisme des emplois, maintenant une partie de la population active dans une situation précaire et dévalorisée ; tandis qu'une insuffisante régulation peut créer des inégalités inacceptables et rendre l'économie instable. Mais la nature et l'importance de ces effets diffèrent selon l'organisation des entreprises, leur gouvernance et le modèle social dans lequel elles se situent. Existe-t-il des modèles optimaux, ou est-ce plutôt la cohérence entre les formes de mobilisation des ressources humaines et les autres dimensions du modèle économique et social qui importe ?

Intervenants :

Introduction : Hiroshi YOSHIKAWA (University of Tokyo)

Khalid ALKHUHAIR (Glowork)

Jean-Luc GAFFARD (OFCE Sciences Po)

Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)

René RICOL (Ricol Lasteyrie Corporate Finance)

Coordination : Jean-Paul POLLIN

(Le Cercle des économistes)

Modération : Marie VISOT

(le Figaro)

10h35 - 11h45

Amphi Bruno Etienne

Session 14 - Vers un emploi durable

L'accès ou le retour à l'emploi est difficile en période de crise. C'est le cas plus particulièrement pour certaines catégories de la population : les jeunes, les Français issus de l'immigration, les non diplômés. Les causes tiennent tout d'abord au fonctionnement du marché du travail, tant du côté des entreprises que des individus, ainsi qu'aux conditions d'appariement entre cette offre et cette demande. Il peut s'agir du coût du travail, notamment pour les bas salaires et des dispositions des contrats du travail concernant le nombre d'heures travaillées et les conditions de licenciement. L'assurance-chômage est également pointée du doigt, par sa générosité en début de chômage et le peu d'accompagnement et de formation accordé aux chômeurs. Les causes vont au-delà du marché du travail lui-même et concernent la formation professionnelle, le marché du logement et les transports.

Quel diagnostic peut-on porter aujourd'hui sur les chances d'accès ou de retour à l'emploi des jeunes des banlieues ? Quelles sont les solutions qui marchent, au vu des initiatives prises en France et dans d'autres pays ? Qu'apprend-on des évaluations menées dans les années récentes sur le retour à l'emploi et la qualité de ces emplois ? Que font les entreprises afin de promouvoir la diversité ?

Intervenants :

Introduction : Deepak NAYYAR (Jawaharlal Nehru University)

Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)

John EVANS (Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE)

Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Yazid SABEG (Altis International)

Éric WOERTH (Assemblée nationale, France)

Coordination : Akiko SUWA-EISENMANN

(Le Cercle des économistes)

Modération : Stéphanie ANTOINE

(France 24)

15h55 - 17h05

Amphi Bruno Etienne

Session 15 - Combien de temps travaillerons - nous ?

Le livre III du *Capital* de Karl Marx se conclut par « La réduction des heures ouvrées est la condition fondamentale de la libération du prolétariat ». Cette conclusion ne fait plus l'unanimité. Le progrès technique suggère constamment de nouveaux besoins et de nouvelles tâches qui viennent s'ajouter aux anciennes. La réduction de la durée légale du travail intervenue en France n'a fait que donner plus d'acuité à la question du partage des gains de productivité entre temps libre et gains de pouvoir d'achat. Le financement des nouveaux droits sociaux créés par l'État Providence exige plus de travail de la part de ceux qui travaillent, sous peine de voir la dette publique et sociale exploser. La quantité de travail est un marqueur de la hiérarchie sociale, inversé par rapport à ce qu'il était au siècle précédent. Allongement de la durée hebdomadaire du travail, allongement de la durée de cotisation pour partir à la retraite, travail le dimanche etc. sont désormais au cœur des débats. Cette session a pour objectif de faire le point sur ces évolutions récentes, de mieux cerner les attentes de nos sociétés en la matière et de définir les conditions d'un compromis social qui offre suffisamment de flexibilité et d'opportunités à chacun et qui fasse sens pour les entreprises engagées dans la concurrence internationale.

Intervenants :

Introduction : Elsa FORNERO (Ancienne Ministre du Travail et des Politiques sociales, en charge de l'Égalité des chances, Italie)

Michel DERDEVET (ERDF)

Mijntje LÜCKERATH-ROVERS (Tilburg University)

Arnt MASSON (CNRS)

Hartmut ROSA (Friedrich-Schiller Universität)

Guillaume SARKOZY (Malakoff Médéric)

Coordination : Philippe TRAINAR

(Le Cercle des économistes)

Modération : Patrick LELONG

(France Info)

17h05 - 18h15

Amphi Bruno Etienne

Session 16 - Quel est le code du travail idéal ?

La France, pays du milieu, continue d'ajuster par petites touches son code du travail, avec le désir de concilier l'adaptabilité de l'appareil productif à des contextes variés et mouvants et le désir légitime d'assurer une protection au salarié contre les aléas de la vie économique. Ce compromis aboutit-il au meilleur ou au pire des deux mondes ? Deux questions concentrent l'attention et sans doute les attentes de réforme dans les années à venir. D'une part, des interrogations fortes demeurent s'agissant des diverses formes du contrat de travail. Des voix puissantes exhortent à ce que la France adopte un contrat de travail unique, cependant que d'autres soulignent que le recours massif aux CDD de très court terme traduit l'évolution technologique et des formes d'organisation. La dualité CDD-CDI est-elle vraiment un handicap pour les entreprises françaises et pour l'attractivité du site France ? D'autre part, le bon échelon de la négociation collective s'agissant des salaires et de la durée du travail continue de faire débat. A l'instar de l'Allemagne, ne devrions-nous pas privilégier les accords d'entreprise sur les accords de branches ou les accords nationaux, ce qui suppose bien évidemment une évolution considérable de la place des élus du personnel dans le processus de gouvernance de l'entreprise ?

Intervenants :

Introduction :

CHANG Kai (Renmin University of China)

Dominique DE LA GARANDERIE (La Garanderie & Associés)

Mike HERRIGAN (U.S. Bureau of Labor Statistics)

Elena LANDAU (Sergio Bermudes Law Firm)

Baudouin de MOUCHERON (Gide Loyrette Nouel Paris)

Christian NOYER (Banque de France)

Coordination : Alain TRANNOY

(Le Cercle des économistes)

Modération : Anne-Sylvaine CHASSANY

(Financial Times)

Path 3 - How to redefine the Labour Market ?

8:55 am - 10:05 am

Amphi Bruno Etienne

Session 13 - Is the Labour Market actually a Market?

The term «labour market» is obviously just an expression used out of convenience, albeit misleadingly. First of all, because there exists a variety of markets for different qualifications. Next, because such skills are allocated and evaluated partly within the company, using procedures that scarcely resemble market mechanisms. Finally, because job conditions and wages are largely determined by regulations and negotiations at more or less centralised levels.

Yet the efficiency and stability of economies depend on the respective weight of institutions and market fluctuations in the formation of job levels and compensation. Excessive institutional constraints may hold back labour mobility and maintain a dualism of jobs, keeping a portion of the active population in an unstable and undervalued job situation, while insufficient regulation can create other unacceptable inequalities and make the economy more unstable. But the nature and importance of these effects differ according to how businesses are structured, their governance, and their social model.

In this session, we will explore whether there are optimal models, or whether it is the consistency between the mobilisation of human resources and other dimensions of the economic and social model that matter.

Speakers:

Introduction : Hiroshi YOSHIKAWA (University of Tokyo)

Khalid ALKHUHAIR (Glowork)

Jean-Luc GAFFARD (OFCE Sciences Po)

Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)

René RICOL (Ricol Lasteyrie Corporate Finance)

Coordination: Jean-Paul POLLIN

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Marie VISOT

(le Figaro)

10:35 am - 11:45 am

Amphi Bruno Etienne

Session 14 - Towards Sustainable Employment

Accessing or returning to work is difficult in a crisis period. This is especially true for certain categories of the population, such as young people in suburbs, French immigrants, and workers without a degree. The reasons primarily stem from how the labour market works, both for businesses and for individuals, as well as the conditions for matching supply with demand. It may be labour costs, particularly for lower incomes and the provisions of labour contracts, including the number of hours worked and the terms for dismissal. Unemployment insurance is also to blame, because of its generosity at the start of unemployment and the minimal support and training provided to workers. The reasons extend beyond the labour market itself and pertain to professional training, the housing market, and transportation.

What diagnosis can be done today on the chances that suburban youth have of accessing or returning to work? Which solutions work, given the initiatives taken in France and in other countries? What do we learn from evaluations conducted in recent years on returning to work and the quality of those jobs? What are businesses doing to promote diversity?

Speakers:

Introduction : Deepak NAYYAR (Jawaharlal Nehru University)

Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)

John EVANS (Trade Union Advisory Committee to the OECD)

Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Yazid SABEG (Altis International)

Éric WOERTH (Assemblée nationale, France)

Coordination: Akiko SUWA-EISENMANN

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Stéphanie ANTOINE

(France 24)

3:55 pm - 5:05 pm

Amphi Bruno Etienne

Session 15 - How Long will we be Working?

Karl Marx ends *Capital*, Volume III with the quote, «the fundamental precondition of liberating the proletariat is to reduce the work performed.» Not everyone today agrees with this summation. On the one hand, technical progress came nowhere near to giving humans the satisfaction of being able to do the same tasks as their predecessors in less time. Instead, it never ceased coming up with new needs and new tasks that were piled on top of the old ones. The legal work week in France was reduced twice, which only served to intensify the focus on the issue of how productivity gains are shared between free time and added buying power. On the other hand, the working class has to work even harder to pay for the new labour rights created by the welfare state in order to prevent cataclysmic public and social debt. Quantity of work is a status symbol –the polar opposite of what it was in the last century. Society now focuses its attention on topics like longer work weeks, longer times needed to save for retirement, and working on Sundays. This session was organised to see where things stand in these recent developments, to put a finer point on what our societies want when it comes to work and lay down the social conditions that would give us enough flexibility and opportunities as well as make sense for our companies competing in the global marketplace.

Speakers:

Introduction : Elsa FORNERO (Former Minister of Labour, Social Policies and Equal Opportunities, Italy)

Michel DERDEVET (ERDF)

Mijntje LÜCKERATH-ROVERS (Tilburg University)

André MASSON (CNRS)

Hartmut ROSA (Friedrich-Schiller Universität)

Guillaume SARKOZY (Malakoff Médéric)

Coordination: Philippe TRAINAR

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Patrick LELONG

(France Info)

5:05 pm - 6:15 pm

Amphi Bruno Etienne

Session 16 - What is the Ideal Labour Code?

France - the middle country - continues to fine tune its labour code with a view to adapting its production capacity to the varied and changing contexts and the legitimate desire to protect employees from the ups and downs of the economy. But does this compromise lead to the best or worst of both worlds? Two issues which will undoubtedly focus our attention and shape our expectations in terms of reform over the coming years. On one hand, issues remain concerning the multiple forms of employment contracts. Powerful voices are urging France to adopt a single form of employment contract while others point out that the massive use of very short-term temporary contracts reflects technological and organisational developments. Is the employment contract issue a real handicap for French companies and the attractiveness of France as a whole? On the other hand, the appropriate level of collective bargaining power in terms of wages and working hours is still being hotly debated. Shouldn't France favour company agreements over sectoral or national agreements, which would lead to a significant change in the role of elected staff representatives in the corporate governance process?

Speakers:

Introduction :

CHANG Kai (Renmin University of China)

Dominique DE LA GARANDERIE (La Garanderie & Associés)

Mike HARRIGAN (U.S. Bureau of Labor Statistics)

Elena LANDAU (Sergio Bermudes Law Firm)

Baudouin de MOUCHERON (Gide Loyrette Nouel Paris)

Christian NOYER (Banque de France)

Coordination: Alain TRANNOY

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Anne-Sylvaine CHASSANY

(Financial Times)

Parcours 4 - La révolution du travailleur
8h55 - 10h05

Amphi Cassin

Session 17 - Faut-il avoir peur pour nos emplois?

Depuis le début de l'âge industriel, la peur de voir les emplois existants disparaître est régulièrement venue hanter nos sociétés. Les progrès de la mécanisation et l'ouverture accrue à la concurrence internationale en ont à chaque fois été la cause. Faut-il s'étonner si cette peur resurgit aujourd'hui, au moment où l'électronique permet la « mécanisation » d'un nombre toujours croissant d'activités « intellectuelles » et où pratiquement l'ensemble des pays de la planète sont désormais en concurrence ? Pourtant, depuis plusieurs siècles, le développement du machinisme et des échanges internationaux, loin de marquer la fin du travail dans les économies les plus avancées, s'y est au contraire accompagné d'une croissance continue de l'emploi. Comment l'expliquer ? Y a-t-il des raisons pour qu'il en aille aujourd'hui autrement ? Telles sont les questions dont cette session va traiter.

Intervenants :

Introduction: Emmanuel FARHI (Harvard University)

Jacques ASCHENBROICH (Valeo)

Pervenche BERÈS (Parlement européen)

Gerhard CROMME (Siemens AG)

Louis GALLOIS (La Fabrique de l'industrie)

Pierre-Dimitri GORE-COTY (UBER)

Marcos PEÑA (Conseil économique et social, Espagne)

Coordination : Pierre DOCKÈS

(Le Cercle des économistes)

Modération : Christian MENANTEAU

(RTL)

10h35 - 11h45

Amphi Cassin

Session 18 - S'épanouir au travail

Pendant longtemps, le travail est resté lié à ses origines latines : « Tripalium » et donc aux notions de torture, souffrance et contraintes.

Aujourd'hui, le travail, facteur de production, se double d'une dimension humaine incontournable. Le travail ne doit pas se résumer à un lieu de souffrances mais doit tendre vers une source d'épanouissement et d'accomplissement pour les travailleurs. Comment faire alors pour prévenir ces risques psycho-sociaux ? Poussées par une demande de plus en plus forte de reconnaissance de la part de leurs salariés, de nombreuses entreprises ont entamé une réflexion autour du bien-être au travail. Les espaces collectifs sont repensés pour améliorer leur confort, les relations hiérarchiques pyramidales sont progressivement effacées au profit de relations plus horizontales. Les méthodes de management sont repensées pour permettre une meilleure implication des salariés tant au niveau de la définition des objectifs que de leur participation salariale. Enfin, le temps de travail se réajuste pour rétablir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Ces mesures suffisent-elles pour redonner du sens au travail ? Ne cachent-elles pas un mal plus profond ?

Intervenants :

Introduction: Claudia SENIK (Ecole d'économie de Paris)

Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)

Marie-Laure SAUTY de CHALON (Aufeminin)

Yoichi SUZUKI (Ambassadeur du Japon en France)

France)

Stéphane TREPPOZ (SARENZA.COM)

Coordination : Marc GUILLAUME

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe ESCANDE

(Le Monde)

15h55 - 17h05

Amphi Cassin

Session 19 - Quelle place pour les alternatives au salariat ?

Volonté ou nécessité et alors que dans les sociétés occidentales l'emploi salarié est la norme, de plus en plus de travailleurs sont indépendants.

En 2013 au Royaume-Uni, 90% de la création d'emplois provenait de la création d'une activité par des indépendants. Aux États-Unis, 25% des travailleurs sont des indépendants. En France, près de 10 millions de personnes exercent une activité non salariée.

D'autres formes de travail ne doivent pas être négligées : le bénévolat, le travail domestique mais aussi les formes indirectes de travail que nous effectuons tous les jours. En donnant consciemment nos données ou en développant des applications pour des groupes comme Google ou Facebook, nous travaillons à améliorer leur produit et nous offrons du travail. L'économie collaborative et numérique vient chambouler notre conception de l'emploi classique. La tendance à externaliser les tâches, rebat aussi les cartes du management et des relations sociales. Quelle place doit-on accorder à ces formes de travail au sein des entreprises et plus globalement dans la société ? Doit-on parler de précarisation du travail ou d'émancipation du travailleur ?

Intervenants :

Introduction: David OWENS (Vanderbilt's Graduate School of Management)

Gilles BABINET (Digital Champion pour la France, Commission européenne)

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ (JeantetAssociés)

QIAN Jiannong (Fosun Tourism & Commercial Group)

Ayla MATALON (MIT Enterprise Forum Israel)

Jacqueline MUGO (Business Africa)

Coordination : Marc FERRACCI

(Le Cercle des économistes)

Modération : Thierry FABRE

(Challenges)

17h05 - 18h15

Amphi Cassin

Session 20 - A quoi ressemblera l'entreprise de demain ?

La période est propice à réfléchir à la physiologie de l'entreprise de demain car les contours de celle d'aujourd'hui sont singulièrement floutés. La globalisation dévalue les modèles d'entreprise plus rapidement qu'au 20e siècle et estompe les clivages classiques. Le modèle fordo-taylorien n'est pas encore totalement sorti de scène que son successeur désigné, le « lean management », revêt déjà une teinte légèrement sépia. Pour se convaincre de la perte rapide des repères anciens, il suffit de noter que la plus grosse IPO de l'histoire à Wall Street a été initiée par un groupe chinois, Alibaba, archétype de la web company à succès.

En quoi le développement des nouvelles technologies constitue-t-il le facteur de rupture d'organisation de l'entreprise de premier ordre ? La transition énergétique constitue-t-elle un facteur puissant de changement de l'ensemble des relations économiques ? Quelles traces la crise économique laissera-t-elle dans l'organisation des entreprises et dans les relations avec leur environnement ? Enfin, quel lien peut être fait entre l'organisation et la démographie des entreprises d'un côté et la démographie humaine de l'autre, quand on sait qu'en 2030 les classes moyennes représenteront de 4 à 5 milliards d'individus ?

Intervenants :

Introduction: Maurizio ZOLLO (Università Bocconi)

Isaac GETZ (ESCP Europe)

Antonin LÉONARD (OuiShare)

Jean-Pierre MENANTEAU (Humanis)

Laurent MOREL (Klépierre)

Georges TERRIER (Davis Polk & Wardwell LLP)

Rodolphe SAADÉ (CMA CGM)

Coordination : Patrice GEOFFRON

(Le Cercle des économistes)

Modération : Bruna BASINI

(Le Journal du Dimanche)

Path 4 - The Worker's Revolution

8:55 am - 10:05 am

Amphi Cassin

Session 17 - Should we Fear for our Jobs?

Since the dawn of the Industrial Era, our societies have felt a constant dread of losing jobs. It has invariably been caused by advances in mechanized processes and wider exposure to global competition. Is it any wonder this fear is creeping back at a time when an ever-growing number of «intellectual» activities are being «mechanised» by electronics and virtually every country on Earth is competing with one another? Advances in mechanised methods and international trade have been around for centuries, but they never spelled the end of jobs in the most developed economies; on the contrary, they brought with them a continuous stream of new jobs. How is this possible? Are there any reasons it is not happening today? These are the sorts of questions we will be asking in this session.

Speakers:

Introduction: Emmanuel FARHI (Harvard University)

Jacques ASCHENBROICH (Valeo)

Pervenche BERÈS (European Parliament)

Gerhard CROMME (Siemens AG)

Louis GALLOIS (La Fabrique de l'industrie)

Pierre-Dimitri GORE-COTY (UBER)

Marcos PEÑA (Economic and Social Council, Spain)

Coordination: Pierre DOCKÈS

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Christian MENANTEAU

(RTL)

10:35 am - 11:45 am

Amphi Cassin

Session 18 - Fulfilment at Work

For a long time, the word for work in French 'travail' remained linked to its Latin origins: «Tribalium» and therefore to ideas of torture, suffering and constraints.

Today, work, a factor of production, goes hand-in-hand with an essentially human dimension. Work should not be defined as a place of suffering, but must strive to become a source of fulfilment and accomplishment for workers. So how can we prevent these psycho-social risks? Pushed by a growing demand for recognition by their employees, many companies have begun thinking about well-being at work. Collective spaces are redesigned to improve their comfort and pyramidal management structures are being gradually flattened to favour less hierarchical relations. Management methods are redesigned to allow greater involvement by employees both at the level of defining objectives and worker participation. Finally, working time is readjusted to restore a better work/life balance. Are these measures enough to give new meaning to work? Do they not hide a deeper malaise?

Speakers:

Introduction: Claudia SENIK (Paris School of Economics)

Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)

Marie-Laure SAUTY de CHALON (Aufeminin)

Yoichi SUZUKI (Ambassador of Japan to France)

Stéphane TREPPOZ (SARENZA.COM)

Coordination: Marc GUILLAUME

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Philippe ESCANDE

(Le Monde)

3:55 pm - 5:05 pm

Amphi Cassin

Session 19 - Where do the Alternatives to Wage-Earning Fit in?

While salaried employment is the norm in Western societies, more and more workers are becoming independent. Is this due to a desire for freedom or a need generated by a bad economic context? In 2013 in the United Kingdom, 90% of job creation came from the creation of an activity by independent workers. In the United States, 25% of workers are their own boss. In France, nearly 10 million people have a self-employed activity. Other forms of work must not be neglected: voluntary work, domestic work as well as indirect forms of work that we do every day. By giving consciously our data or by developing certain applications for groups such as Google or Facebook, we work to improve their product and we offer our labour for free. The collaborative and digital economy has disrupted our concept of traditional salaried employment. The trend towards outsourcing tasks also restacks the deck with respect to management and labour relations. What place should be given to these forms of work within companies and more broadly in society? Must we talk about job insecurity or the emancipation of the worker?

Speakers:

Introduction: David OWENS (Vanderbilt's Graduate School of Management)

Gilles BABINET (Digital Champion for France, European Commission)

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ

(JeantetAssociés)

QIAN Jiannong (Fosun Tourism & Commercial Group)

Ayla MATALON (MIT Enterprise Forum Israel)

Jacqueline MUGO (Business Africa)

Coordination: Marc FERRACCI

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Thierry FABRE

(Challenges)

5:05 pm - 6:15 pm

Amphi Cassin

Session 20 - What will the Company of the Future Look Like?

It is a good time to reflect on the physiognomy of the company of the future because the edges of today's companies are becoming increasingly less clear-cut. Globalisation is a highly abrasive phenomenon, which is devaluing business models more quickly than in the 20th century and blurring traditional boundaries. A time when the Ford-Taylor model has not yet completely disappeared from the stage, its designated successor, lean management, already has a slightly sepia tinge to it. If one needs to be convinced about the rapid loss of traditional points of reference, it is enough to note that the largest IPO in history on Wall Street was launched by Alibaba, the archetype of the successful web company.

How is the development of new and digital technologies causing major disruption to business organisation? Is the energy transition a powerful factor for changes to economic relations generally? What legacy will the economic crisis leave in the organisation of companies and in relations with their environment? Can we make a link between the organisation and the demography of companies on the one hand and human population on the other, when we know that by 2030 there will be 4 to 5 billion middle class people?

Speakers:

Introduction: Maurizio ZOLLO (Università Bocconi)

Isaac GETZ (ESCP Europe Business School Paris)

Antonin LÉONARD (OuiShare)

Jean-Pierre MENANTEAU (Humanis)

Laurent MOREL (Klépierre)

Georges TERRIER (Davis Polk & Wardwell LLP)

Rodolphe SAADÉ (CMA CGM)

Coordination: Patrice GEOFFRON

(Le Cercle des économistes)

Moderation : Bruna BASINI

(Le Journal du Dimanche)

08h - 08h30

Amphi Portalis

Débat 6 - Comment parler du travail en France ?

Intervenants :

Laurent BERGER (CFDT)

Pierre GATTAZ (MEDEF)

Coordination : Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

8:00 am - 8:30 am

Amphi Portalis

Debate 6 - How to Deal with Work in France?

Speakers:

Laurent BERGER (CFDT)

Pierre GATTAZ (MEDEF)

Coordination: Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

08h30 - 9h30

Amphi Portalis

Session 21 - L'Europe a-t-elle tourné le dos au travail ?

En Europe, le chômage a deux composantes principales. La première, particulièrement en Europe du Sud, est directement liée aux répercussions de la crise de l'euro – c'est le chômage conjoncturel. La seconde provient de l'inadéquation entre les besoins des entreprises et les qualifications de chômeurs – c'est le chômage structurel, qui frappe pour l'essentiel les travailleurs non-qualifiés.

Pour résorber le chômage conjoncturel, les institutions européennes ne peuvent pas compter sur la solidarité directe entre les nations. Une progression vers le fédéralisme budgétaire semble plus que jamais hors de portée. À l'heure actuelle, le plan de sortie de crise est fondé sur une répartition des rôles entre la BCE et la commission. Ce plan fonctionnera-t-il?

Mais l'action sur le chômage structurel est au moins aussi importante. En 2007, juste avant la crise, le taux de chômage en zone euro était de 7% contre 4% aux États-Unis. Sur ce point, quel peut être le rôle de l'Europe? Il est difficile de croire que l'UE aurait la légitimité et le capital politique pour pousser des réformes structurelles d'ampleur. Une piste pourrait être de construire ex nihilo un droit du travail européen, bâti pour être efficace et acceptable, négocié par les partenaires sociaux européens. Les travailleurs auraient la possibilité – non l'obligation – d'opter pour ce régime alternatif, qui serait associé à une assurance chômage financée partiellement sur fonds européens.

Intervenants :

Jean-Pierre CLAMADIEU (SOLVAY)

Ronald JANSSEN (European Trade Union Confederation)

Marwan LAHOUD (Airbus Group)

Didier REYNDERS (Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, Belgique)

Jean-Claude TRICHET (Ancien Président, Banque centrale européenne)

Coordination : **David THESMAR (Le Cercle des économistes)**

Moderation : **Alexandra BENSAID (France Inter)**

8:30 am - 9:30 am

Amphi Portalis

Session 21 - Has Europe Turned its Back on Work?

In Europe, unemployment has two main components. The first, especially in Southern Europe, is directly linked to the repercussions of the euro crisis. This is cyclical unemployment. The second comes from the incompatibility between company needs and worker qualifications. This is structural unemployment, which affects unskilled workers the hardest.

To reduce cyclical unemployment, European institutions cannot count on direct solidarity between nations. A move toward fiscal federalism seems, more than ever, out of reach. At the present time, the plan for exiting the crisis is based on a division of roles between the ECB and the commission. Will this plan work?

But the action on structural unemployment is at least as important. In 2007, just before the crisis, the unemployment rate in the eurozone was 7%, compared to 4% in the United States. So what is Europe's role? It is difficult to believe that the EU would have the legitimacy and the political capital to push extensive structural reforms. One option may be to develop a European labour law from scratch, one that is effective, acceptable, and negotiated by European social partners. Workers would have the option –not the obligation– to select this alternative scheme, which would be combined with unemployment insurance partially funded by European funds.

Speakers:

Jean-Pierre CLAMADIEU (SOLVAY)

Ronald JANSSEN (European Trade Union Confederation)

Marwan LAHOUD (Airbus Group)

Didier REYNDERS (Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and European Affairs, Belgium)

Jean-Claude TRICHET (Former President, European Central Bank)

Coordination: **David THESMAR (Le Cercle des économistes)**

Moderation : **Alexandra BENSAID (France Inter)**

09h30 - 10h30

Amphi Portalis

Session 22 - L'emploi : Nouveaux acteurs, nouveaux instruments

Intervenants :

Benoît COEURÉ (Banque centrale européenne)

Luiz A. PEREIRA DA SILVA (Banque centrale du Brésil)

Pierre MOSCOVICI (Commission européenne)

Coordination : **Lionel FONTAGNÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Nicolas BARRÉ** (Les Echos)

9:30 am - 10:30 am

Amphi Portalis

Session 22 - Employment: New Players, New Tools

Speakers:

Benoît COEURÉ (European Central Bank)

Luiz A. PEREIRA DA SILVA (Central Bank of Brazil)

Pierre MOSCOVICI (European Commission)

Coordination: **Lionel FONTAGNÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Nicolas BARRÉ** (Les Echos)

10h30 - 11h30

Amphi Portalis

Session 23 - Les défis politiques du travail

« Dans la lutte contre le chômage on a tout essayé » disait François Mitterrand. Partout en Europe une crise de confiance à l'égard du politique éclot car celui-ci ne semble plus avoir de prise sur ses promesses en faveur de l'emploi et du travail. Paradoxalement, l'économie redémarre et commence à créer des emplois, on le voit au Royaume-Uni ou encore en Espagne. Retrouvons-nous cette crise à l'égard du politique ailleurs dans le monde ?

À l'heure des restrictions budgétaires, peut-on encore mettre en place de grandes politiques publiques et si non, quelles sont les alternatives possibles ? Le politique doit-il baisser les bras et laisser faire le libre marché ? Quelles sont les marges de manœuvre des États mais aussi des collectivités locales ou encore des Organisations internationales ?

Cette session sera ainsi l'occasion de faire le tour du monde des bonnes pratiques en faveur de l'emploi pour essayer de démontrer que, contrairement à ce qu'affirmait François Mitterrand, le politique a encore du pouvoir pour remporter la guerre en faveur du plein emploi et d'un travail durable.

Intervenants :

Jacques ATTALI (PlaNet Finance)

Alexandre de JUNIAC (Air France-KLM)

Pierre-René LEMAS (Groupe Caisse des Dépôts)

Michael NOONAN (Ministre des Finances, Irlande)

Andrés VELASCO (Ancien Ministre des Finances, Chili)

Coordination : Hippolyte d'ALBIS (Le Cercle des économistes)

Modération : Vincent GIRET (Le Monde)

10:30 am - 11:30 am

Amphi Portalis

Session 23 - The Political Challenges of Work

« In the fight against unemployment we have tried everything, » said François Mitterrand. All over Europe, a crisis of confidence with regard to politics is developing because politics no longer seems able to deliver on its promises in favour of employment and work. Paradoxically, the economy is restarting and is beginning to create jobs, which we can see in the United Kingdom or in Spain. Is this crisis with regard to politics to be found elsewhere in the world?

At the time of budget restrictions, can we still implement major public policies and if not, what are the possible alternatives? Must the political sphere simply give up the struggle and leave everything to the free market? What is the room for manoeuvre of States, but also local authorities and international organisations?

This session will be an opportunity to take a tour of the world of good practice in favour of employment to try to show that, despite what François Mitterrand said, politics still has the power to win the struggle for full employment and sustainable work.

Speakers:

Jacques ATTALI (PlaNet Finance)

Alexandre de JUNIAC (Air France-KLM)

Pierre-René LEMAS (Groupe Caisse des Dépôts)

Michael NOONAN (Minister for Finance, Ireland)

Andrés VELASCO (Former Minister of Finance, Chile)

Coordination: Hippolyte d'ALBIS (Le Cercle des économistes)

Moderation : Vincent GIRET (Le Monde)

11h30 - 12h30

Amphi Portalis

Session 24 - Le travail, richesse du monde

Intervenants :

Emmanuel MACRON (Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, France)

Ngozi OKONJO-IWEALA (Ancienne Ministre des Finances, Nigéria)

Tidjane THIAM (Crédit Suisse)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Ruth ELKRIEF** (BFM TV)

12h30 - 13h

Amphi Portalis

Conclusions et déclaration finale du Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

11:30 am - 12:30 am

Amphi Portalis

Session 24 - Work as the Wealth of the World

Speakers:

Emmanuel MACRON (Minister for the Economy, Industry and Digital Affairs, France)

Ngozi OKONJO-IWEALA (Former Minister for Finance, Nigeria)

Tidjane THIAM (Crédit Suisse)

Coordination: **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Ruth ELKRIEF** (BFM TV)

12:30pm - 1:00pm

Amphi Portalis

Concluding Remarks and Final Statement by Le Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)